

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/41386]

**3 JUILLET 2019. — Arrêté royal relatif à la prolongation 2020 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2018-2019**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69 et 69bis ;

Vu l'Arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention et aux dispositifs Gardiens de la Paix;

Vu l'arrêté royal du 25 décembre 2017 relatif à la prolongation 2018-2019 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2014-2017 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « commune » : ville ou commune bénéficiaire d'un plan stratégique de sécurité et de prévention.

2° « administration » : direction générale sécurité et prévention du SPF Intérieur.

3° « convention » : plan stratégique de sécurité et de prévention conclu entre le Ministre de l'Intérieur et une commune, et qui détermine des objectifs que la commune doit atteindre au terme de la période d'un an que couvre la convention. Cette convention englobe également les différents objectifs poursuivis par les dispositifs « contingents complémentaires gardiens de la paix 346 ETP » et « dispositif gardiens de la paix 90 - ETP »;

4° « diagnostic local de sécurité » : analyse réalisée en terme de sécurité sur une situation, un état – pour une période et sur un territoire déterminé – cherchant à mieux cerner les enjeux et défis, identifier les facteurs de risque au niveau local et à aider à déterminer les actions susceptibles de produire les résultats attendus compte tenu des ressources disponibles.

5° « objectif général » : objectif qui considère la finalité du projet dans son ensemble et qui se traduit par l'impact global à atteindre pour une situation déterminée pour l'ensemble de la population concernée.

6° « objectif stratégique » : objectif qui se traduit par la concrétisation d'un objectif général et constitue, en formant une étape intermédiaire, leur réalisation dans une vision d'avenir proche.

7° « objectif opérationnel » : objectif, réalisation qui définit comment sera atteint un objectif stratégique et qui en donne à court terme des résultats visibles et mesurables.

8° « affectation des crédits » : le fait que les crédits alloués sont ventilés par catégories de dépenses, à savoir en frais de personnel, frais de fonctionnement et investissements

9° « dépenses éligibles » : les dépenses arrêtées ou encore les dépenses prévues par voie de convention ou d'accord écrit dérogoire

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/41386]

**3 JULI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de verlenging 2020 van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2018-2019**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 69 en 69bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen en van de dispositieven Gemeenschapswachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 december 2017 betreffende de verlenging 2018-2019 van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2014-2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Budget gegeven op 12 juni 2019;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en het advies van Onze Ministers die hierover in de Raad beraadslaagd hebben,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

### HOOFDSTUK 1. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van onderhavig besluit moet worden verstaan onder:

1° “gemeente” : stad of gemeente die een strategisch veiligheids- en preventieplan geniet.

2° “administratie” : algemene directie veiligheid en preventie van de FOD Binnenlandse Zaken.

3° “overeenkomst” : strategisch veiligheids- en preventieplan afgesloten tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en een gemeente, waarin de doelstellingen bepaald worden die de gemeente moet behalen op het einde van de geldigheidsperiode van één jaar van de overeenkomst. Deze overeenkomst omvat eveneens de verschillende doelstellingen die door de dispositieven «bijkomende contingenten gemeenschapswachten 346 FTE» en het «dispositief gemeenschapswachten 90 -FTE» worden nagestreefd;

4° “lokale veiligheidsdiagnostiek” : analyse gerealiseerd in termen van veiligheid m.b.t. een situatie, een toestand – voor een welbepaalde periode en grondgebied - met als doel het beter in kaart brengen van de problemen en uitdagingen, het identificeren van de risicofactoren op het lokale niveau en het helpen bepalen van de acties dit tot de verwachte resultaten kunnen leiden rekening houdend met de beschikbare middelen.

5° “algemene doelstelling” : doelstelling die de finaliteit van het project in zijn geheel beschouwt en die tot uiting komt in de globale impact die bereikt moet worden voor een welbepaalde situatie voor de gehele bevolking in kwestie.

6° “strategische doelstelling” : doelstelling die zich vertaalt in de concretisering van een algemene doelstelling en, door een tussenfase te vormen, de realisatie hiervan in een nabije toekomstvisie vormt.

7° “operationele doelstelling” : doelstelling, realisatie die definieert hoe een strategische doelstelling zal worden bereikt en die er op korte termijn zichtbare en meetbare resultaten van geeft.

8° “toewijzingsbeginsel van de kredieten” : het feit dat de toegekende kredieten verdeeld worden in categorieën van uitgaven, te weten in personeelskosten, werkingskosten, en investeringen

9° “in aanmerking komende uitgaven” : de vastgestelde uitgaven of voorziene uitgaven door middel van overeenkomst of afwijkend schriftelijk akkoord.

10° « opportunité des dépenses » : le lien pouvant être établi entre la dépense et la réalisation des objectifs fixés par la convention

#### CHAPITRE 2. — Conditions relatives à la conclusion d'une convention

**Art. 2.** Les plans stratégiques de sécurité et de prévention 2018-2019 sont prolongés pour une période d'un an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 3.** Sous réserve des crédits disponibles, un budget maximum équivalent à la subvention annuelle octroyée aux communes bénéficiaires dans le cadre des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2018-2019, des conventions contingents complémentaires Gardiens de la Paix et des conventions Gardiens de la Paix 90, est accordé à ces mêmes communes pour la période courant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 décembre 2020 et ce, conformément aux dispositions du chapitre 3.

**Art. 4.** Les plans stratégiques de sécurité et de prévention doivent répondre aux objectifs suivants :

1° développer des politiques de prévention qui répondent aux priorités de la Note-Cadre de sécurité intégrale 2016-2019 et/ou du Plan National de Sécurité 2016-2019 ;

2° réduire les faits criminels et/ou le sentiment d'insécurité observés sur le territoire de la commune ;

3° assurer des investissements en vue de sécuriser l'espace public notamment par le biais d'outils techno-préventifs

**Art. 5.** § 1 Sur base de l'actualisation de leur diagnostic local de sécurité réalisée lors de l'évaluation finale de la convention 2014-2017 et/ou de toute autre nouvelle analyse diagnostique locale complémentaire transmise par elles, et sur base des priorités visées à l'article 4, 1°, les communes déterminent leurs priorités et les transcrivent au sein des conventions.

§2. Sur base d'un modèle mis à disposition par l'Administration, ces conventions sont déclinées sous forme d'objectifs généraux, stratégiques et opérationnels et sont orientées vers des résultats à atteindre à la fin de la période de validité de la convention.

Le Ministre de l'Intérieur fixe des indicateurs types qui seront appliqués aux objectifs généraux, stratégiques et opérationnels.

§3. Ces conventions sont transmises à l'administration pour analyse et approbation. Le Ministre de l'Intérieur fixe les modalités pratiques relatives à ces conventions.

**Art. 6.** §1<sup>er</sup>. Afin de renforcer la complémentarité du travail effectué au niveau local et zonal, la commune peut étendre son travail au-delà du territoire communal.

§2. En cas de collaborations supra-locales, le travail de prévention mis en place avec une ou plusieurs communes d'une même zone, ou de plusieurs zones, fait l'objet d'une convention de coopération qui est annexée au plan stratégique de sécurité et de prévention.

#### CHAPITRE 3. — Finances

##### Section 1. — Modalités financières relatives à l'octroi de l'allocation financière

**Art. 7.** §1<sup>er</sup>. L'octroi de l'allocation financière est subordonné à la conclusion d'une convention signée entre le Ministre de l'Intérieur et la ville ou commune concernée.

§2. Dans la limite des crédits disponibles, cette allocation financière est octroyée à titre d'intervention dans les frais découlant de l'exécution de la convention. La liste des montants de cette allocation figure en annexe 1.

**Art. 8.** Cette dépense est imputée sur l'article budgétaire 56 81 432201 de la section 13, du budget général des dépenses.

##### Section 2. — Modalités financières relatives à l'utilisation des allocations

###### Sous-Section 1. — Affectation de l'allocation

**Art. 9.** Les allocations prévues sont octroyées sur le principe d'enveloppes globales annuelles.

Aucun transfert n'est autorisé entre les différentes enveloppes allouées.

10° "opportunitetsbeginsel van de uitgaven": het verband dat kan worden gelegd tussen uitgave en de realisatie van de in de overeenkomst vastgestelde doelstellingen.

#### HOOFDSTUK 2. — Voorwaarden voor het sluiten van een overeenkomst

**Art. 2.** De strategische veiligheids- en preventieplannen 2018-2019 worden vanaf 1 januari 2020 voor een periode van één jaar verlengd.

**Art. 3.** Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, wordt een maximumbudget gelijkwaardig aan de jaarlijkse toelage toegekend aan de begunstigde gemeenten in het kader van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2018-2019, van de overeenkomsten bijkomende contingente Gemeenschapswachten en van de overeenkomsten Gemeenschapswachten 90, toegekend aan dezelfde gemeenten voor de periode tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020, dit overeenkomstig de bepalingen van het hoofdstuk 3.

**Art. 4.** De strategische veiligheids- en preventieplannen moeten voldoen aan de volgende doelstellingen:

1° een preventiebeleid ontwikkelen dat voldoet aan de prioriteiten van de kadernota integrale veiligheid 2016-2019 en/of het nationale veiligheidsplan 2016-2019.

2° de criminele feiten en/of het onveiligheidsgevoel verminderen waargenomen op het grondgebied van de gemeente;

3° de investeringen verzekeren teneinde de openbare ruimte met name door middel van techno-preventieve tools te beveiligen

**Art. 5.** §1. Op basis van de actualisatie van de lokale veiligheidsdiagnostiek uitgevoerd tijdens de eindevaluatie van de overeenkomst 2014-2017 en/of van elke nieuwe bijkomende lokale diagnostische analyse verstuurd door hen, en op basis van de in artikel 4, 1° bedoelde prioriteiten, bepalen de gemeenten hun prioriteiten en nemen ze deze over in hun overeenkomsten.

§2. Het basismodel dat ter beschikking gesteld wordt vanuit de Administratie, zal bestaan uit algemene, strategische en operationele doelstellingen en zijn gericht op de te behalen resultaten op het einde van de geldigheidsperiode van de overeenkomst.

De Minister van Binnenlandse Zaken legt standaardindicatoren vast die op de algemene, strategische en operationele doelstellingen worden toegepast.

§3. Deze overeenkomsten worden voor analyse en goedkeuring aan de administratie voorgelegd. De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de praktische modaliteiten van de overeenkomsten.

**Art. 6.** §1. Teneinde de complementariteit van het werk op lokaal en zonaal niveau te versterken, kan de gemeente haar werk uitbreiden tot buiten het gemeentelijke grondgebied.

§2. In geval van supralokale samenwerkingsverbanden maakt het preventiewerk geïmplementeerd met één of meerdere gemeenten van eenzelfde zone of van meerdere zones, het voorwerp uit van een samenwerkingsovereenkomst die bijgevoegd wordt aan het strategisch veiligheids- en preventieplan.

#### HOOFDSTUK 3. — Financiën

##### Afdeling 1. — Financiële modaliteiten inzake de toekenning van de financiële hulp

**Art. 7.** §1. De toekenning van een financiële toelage is afhankelijk van het afsluiten van een ondertekende overeenkomst tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en de betrokken stad of gemeente.

§2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt een financiële toelage toegekend als tussenkomst in de kosten die voortkomen uit de uitvoering van de overeenkomst. De lijst met de bedragen van deze toelage bevindt zich in de bijlage 1.

**Art. 8.** Deze uitgave wordt aangerekend op het begrotingsartikel 56 81 432201 van de sectie 13, van de algemene uitgavenbegroting.

##### Afdeling 2. — Financiële modaliteiten inzake de aanwending van de toelagen

###### Onderafdeling 1. — Bestemming van de toelage

**Art. 9.** De voorziene toelagen worden toegekend volgens het principe van jaarlijkse globale enveloppen.

Er is geen enkele overdracht toegelaten tussen de verschillende toegekende enveloppen.

**Art. 10.** L'utilisation de l'allocation est soumise aux principes de l'affectation des crédits, de l'éligibilité et de l'opportunité des dépenses.

**Art. 11.** Les modalités de répartition des crédits au sein de l'enveloppe globale sont fixées par le Ministre de l'Intérieur, lequel détermine les quotas maximum et minimum.

**Art. 12.** En cas de non-respect des dispositions prévues par l'arrêté d'exécution déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière, le Ministre peut refuser la dépense ou tout autre partie de son montant.

#### Sous-Section 2. — Modalités de paiement

**Art. 13.** §1<sup>er</sup>. Sous réserve des crédits disponibles, le versement des allocations dues est réalisé selon un système d'avance/solde, dont le pourcentage est calculé sur une base annuelle.

§2. Le montant de l'avance versée annuellement aux communes bénéficiaires ainsi que le rythme de liquidation de cette avance sont fixés par le Ministre de l'Intérieur.

§3. Le solde sera versé après contrôle approfondi des dépenses introduites par la commune.

**Art. 14.** La récupération des sommes indues, identifiées par le contrôle approfondi des dépenses, sera opérée par l'administration.

**Art. 15.** Un lien doit pouvoir être établi entre le résultat observé et la mise en œuvre de la convention. Le Ministre de l'Intérieur arrête les modalités éventuelles de récupération partielle ou totale de l'allocation perçue en cas d'absence ou d'insuffisance des résultats observés.

#### Section 3. — Mécanismes de contrôle de l'allocation financière

**Art. 16.** Les communes justifient leurs dépenses.

**Art. 17.** L'administration réalise un contrôle approfondi des pièces constitutives du dossier financier présenté par les communes.

Le Ministre en fixe les modalités et détermine les mécanismes de contrôle d'application.

#### CHAPITRE 4. — Suivi et évaluation

**Art. 18.** §1<sup>er</sup>. L'obligation de résultat découlant de la convention implique, pour la commune, la nécessité de procéder à un suivi régulier et à une évaluation de ses objectifs.

§2. Sur base du diagnostic local de sécurité et de son actualisation, des constats réalisés sur le terrain et au regard d'une analyse détaillée de chaque objectif, la commune réalise une autoévaluation afin de vérifier l'exécution des différents objectifs et résultats développés au sein de la convention.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Intérieur fixe le contenu précis et les modalités de présentation de cette évaluation.

#### TITRE 4. — Dispositions finales

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Art. 21.** Le ministre qui la Sécurité et l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

**Art. 10.** De aanwending van de toelage is onderworpen aan het toewijzingsbeginsel van de kredieten, aan het beginsel van het in aanmerking komen van de uitgaven en aan het opportuniteitsbeginsel van de uitgaven.

**Art. 11.** De modaliteiten voor de verdeling van de kredieten binnen de globale enveloppe worden vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken, die de maximale en minimale quota voor elk van deze drie uitgavencategorieën bepaalt.

**Art. 12.** In geval van niet-naleving van de bepalingen voorzien in het besluit van uitvoering tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële hulp, kan de Minister het gehele of gedeeltelijke bedrag van de uitgave weigeren.

#### Onderafdeling 2. — Betalingsmodaliteiten

**Art. 13.** §1. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten wordt de storting van de verschuldigde toelagen uitgevoerd volgens een voorschot/saldosysteem waarvan het percentage wordt berekend op jaarbasis.

§2. Het bedrag van het voorschot dat jaarlijks aan de begunstigde gemeenten wordt gestort en het vereffeningsritme van dit voorschot worden vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

§3. Het saldo zal gestort worden na grondige controle van de door de gemeente ingediende uitgaven.

**Art. 14.** De terugvordering van de niet-verschuldigde bedragen, vastgesteld na grondige controle van de uitgaven, zal verricht worden door de administratie.

**Art. 15.** Een verband moet kunnen worden gelegd tussen het waargenomen resultaat en de uitvoering van de overeenkomst. De Minister van Binnenlandse Zaken stelt de eventuele modaliteiten voor de gehele of gedeeltelijke terugvordering van de ontvangen toelage vast in geval de waargenomen resultaten uitblijven of niet toereikend zijn.

#### Afdeling 3. — Controlemechanismen van de financiële toelage

**Art. 16.** De gemeenten rechtvaardigen hun uitgaven.

**Art. 17.** De administratie voert een grondige controle uit van de onderdelen van het door de gemeenten voorgesteld financieel dossier.

De Minister stelt er de modaliteiten van vast en bepaalt de van toepassing zijnde controlemechanismen.

#### HOOFDSTUK 4. — Opvolging et evaluatie

**Art. 18.** §1. De resultaatsverbintenis die voortvloeit uit de overeenkomst, brengt voor de gemeente de noodzaak met zich mee om regelmatig over te gaan tot de opvolging en de evaluatie van haar doelstellingen.

§2. Op basis van de lokale veiligheidsdiagnostiek en de actualisering ervan, de vaststellingen op het terrein en een gedetailleerde analyse van elke doelstelling, realiseert de gemeente een zelfevaluatie teneinde de uitvoering van de verschillende doelstellingen en resultaten binnen de conventie te verifiëren.

**Art. 19.** De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt de precieze inhoud en de voorstellingsmodaliteiten van deze evaluatie.

#### TITEL 4. — Eindbepalingen

**Art. 20.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

**Art. 21.** De minister bevoegd voor Veiligheid en Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

ANNEXE 1 : Montants annuels maximaux des allocations octroyées aux villes et communes dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, du contingent complémentaire 346 et du dispositif 90 pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020

BIJLAGE 1 : Maximale Jaarlijkse bedragen van de aan de steden en gemeenten toegekende toelagen in het kader van het strategisch veiligheids- en preventieplan, van het bijkomend contingent 346 en van het dispositief 90 voor de periode van 01/01/2020 tot 31/12/2020

Ville/commune Stad/gemeente	Montant maximum - Allocation « Plan stratégique de sécurité et de prévention » Maximumbedrag -Toelage "Strategisch veiligheids- en preventieplan"
Aalst/Alost	630.408,79 €
Andenne	58.757,95 €
Anderlecht	760.277,91 €
Anderlues	55.443,96 €
Antwerpen/Anvers	2.405.418,61 €
Arlon/ Aarlen	74.069,98 €
Aubange	45.269,15 €
Auderghem/Oudergem	67.351,24 €
Aywaille	62.243,61 €
Bastogne/ Bastenaken	49.894,34 €
Beauraing	43.985,59 €
Beringen	41.827,89 €
Binche	71.721,80 €
Bilzen	71.721,80 €
Blankenberge	158.493,34 €
Boom	260.994,18 €
Boussu	102.367,64 €
Brugge/Bruges	737.041,50 €
Bruxelles/Brussel	2.462.600,96 €
Charleroi	2.739.790,17 €
Châtelet	336.812,41 €
Ciney	39.021,02 €
Colfontaine	195.667,45 €
Comblain-au-Pont	32.864,63 €
Courcelles	71.721,80 €
Couvin	86.381,76 €
De Haan	87.016,15 €
De Panne/La Panne	96.848,60 €
Diest	122.205,21 €
Dinant	58.672,12 €
Dour	73.608,25 €
Drogenbos	19.836,58 €
Eeklo	68.495,69 €
Etalle	48.891,95 €
Etterbeek	224.325,22 €
Evere	222.134,96 €
Farciennes	58.750,06 €
Flémalle	50.716,17 €
Fléron	129.771,44 €
Fontaine-l'Evêque	202.593,38 €
Forest/Vorst	358.225,58 €
Frameries	88.390,48 €
Geel	32.864,63 €
Genk	1.280.063,18 €
Gent/Gand	2.428.119,29 €

Hasselt	524.412,43 €
Herentals	103.495,33 €
Herstal	71.721,80 €
Heusden-Zolder	32.864,63 €
Houthalen-Helchteren	226.661,48 €
Huy/Hoei	348.384,25 €
Ieper/Ypres	71.721,80 €
Ixelles/Elsene	277.531,57 €
Jette	39.960,26 €
Knokke-Heist	144.195,54 €
Koekelberg	286.743,45 €
Koksijde	79.767,60 €
Kortrijk/Courtrai	517.918,63 €
La Louvière	602.023,32 €
Lanaken	41.827,89 €
Leuven/Louvain	838.634,67 €
Liège/Luik	1.975.693,14 €
Lier/Lierre	305.366,51 €
Lokeren	181.679,43 €
Lommel	71.721,80 €
Maasmechelen	41.329,66 €
Machelen	41.933,46 €
Marche-en-Famenne	59.731,72 €
Mechelen/Malines	810.553,07 €
Menen/Menin	189.821,84 €
Middelkerke	110.527,81 €
Mol	32.441,38 €
Molenbeek-Saint-Jean/ Sint-Jans-Molenbeek	592.354,64 €
Mons/Bergen	1.600.096,49 €
Morlanwelz	78.439,63 €
Mortsel	77.246,83 €
Mouscron/ Moeskroen	65.729,27 €
Namur/Namen	665.828,72 €
Nieuwpoort/Nieuport	50.900,67 €
Nivelles/Nijvel	87.610,08 €
Oostende/Ostende	737.245,73 €
Ottignies-Louvain-la-Neuve	105.419,20 €
Péruwelz	79.811,01 €
Quaregnon	160.453,72 €
Rochefort	38.217,92 €
Roeselare/Roulers	40.831,43 €
Ronse/Renaix	90.520,55 €
Saint-Gilles/ Sint-Gillis	529.169,82 €
Saint-Josse-ten-Noode/ Sint-Joost-ten-Node	531.079,87 €
Sambreville	32.118,76 €
Schaarbeek/Schaerbeek	1.003.093,98 €
Seraing	483.440,91 €
Sint-Niklaas/Saint-Nicolas	369.670,14 €
Sint-Truiden/Saint-Trond	182.955,10 €
Spa	32.864,63 €
Theux	27.387,03 €
Tongeren/ Tongres	39.727,42 €

Tournai/Doornik	497.339,14 €
Tubize/ Tubeke	48.161,87 €
Turnhout	236.131,86 €
Uccle/ Ukkel	167.388,53 €
Verviers	541.892,02 €
Vilvoorde/Vilvorde	228.823,12 €
Visé/ Wezet	32.864,63 €
Walcourt	37.345,77 €
Waremme/ Borgworm	41.827,89 €
Woluwe-Saint-Lambert/ Sint-Lambrechts-Woluwe	71.721,80 €
Wijnegem	34.556,65 €
Zaventem	92.225,39 €
Total/Totaal	35.074.835,12 €

Villes/Communes Steden/Gemeenten	Maximumbedrag - Toelage "Gemeenschapswachten Bijkomende contingent 346" Montant maximum - Allocation « Gardiens de la paix Contingent complémentaire 346 »
Aalst/Alost	55.227,50 €
Anderlecht	69.411,18 €
Antwerpen/ Anvers	106.786,43 €
Auderghem/ Oudergem	22.824,71 €
Blankenberge	10.678,64 €
Boom	16.017,96 €
Boussu	10.678,64 €
Brugge/ Bruges	42.714,57 €
Bruxelles/ Brussel	160.179,64 €
Châtelet	21.357,29 €
Colfontaine	10.678,64 €
Diest	11.412,36 €
Dinant	21.357,29 €
Drogenbos	11.412,36 €
Etterbeek	10.678,64 €
Evere	10.678,64 €
Farciennes	23.191,57 €
Forest/Vorst	21.357,29 €
Genk	64.071,86 €
Gent/Gand	26.696,61 €
Hasselt	32.035,93 €
Huy/Hoei	22.824,71 €
Ixelles/Elsene	21.357,29 €
Knokke-Heist	11.045,50 €
Koekelberg	10.678,64 €
Koksijde	5.339,32 €
Kortrijk/Courtrai	60.199,96 €
La Louvière	57.061,79 €
Leuven/Louvain	45.649,43 €
Liège/Luik	160.179,64 €
Lier/Lierre	22.824,71 €
Lokeren	11.412,36 €

Machelen	10.678,64 €
Mechelen/ Malines	42.714,57 €
Menen/Menin	21.357,29 €
Middelkerke	11.045,50 €
Molenbeek-Saint-Jean/ Sint-Jans-Molenbeek	53.393,21 €
Mons/Bergen	85.429,14 €
Morlanwelz	16.017,96 €
Namur/Namen	34.237,07 €
Péruwelz	22.824,71 €
Quaregnon	10.678,64 €
Ronse/Renaix	11.412,36 €
Saint-Gilles/ Sint-Gillis	58.732,53 €
Saint-Josse-ten-Noode/ Sint-Joost-ten-Node	58.732,53 €
Schaarbeek/ Schaerbeek	53.393,21 €
Seraing	42.714,57 €
Sint-Niklaas/Saint-Nicolas	34.237,07 €
Sint-Truiden/Saint-Trond	21.357,29 €
Tournai/ Doornik	22.824,71 €
Turnhout	12.146,07 €
Uccle/ Ukkel	11.412,36 €
Verviers	32.035,93 €
Vilvoorde/ Vilvorde	12.146,07 €
Zaventem	10.678,64 €
Total/Totaal	1.878.221,20 €

Villes/communes Steden/gemeenten	Montant maximum – Allocation « Gardiens de la paix Dispositif 90 » Maximumbedrag - Toelage “Gemeenschapswachten Dispositief 90”
Anderlecht	5.706,18 €
Antwerpen/ Anvers	85.592,68 €
Arlon/ Aarlen	5.706,18 €
Brugge/ Bruges	17.118,54 €
Bruxelles/ Brussel	22.824,71 €
Charleroi	62.767,97 €
Genk	28.530,89 €
Gent/Gand	51.355,61 €
Hasselt	11.412,36 €
Kortrijk/Courtrai	11.412,36 €
Lanaken	5.706,18 €
Leuven/Louvain	17.118,54 €
Liège/Luik	51.355,61 €
Maas-mechelen	5.706,18 €
Mechelen/ Malines	17.118,54 €
Molenbeek-Saint-Jean/ Sint-Jans-Molenbeek	5.706,18 €
Mons/Bergen	28.530,89 €
Mouscron/ Moeskroen	5.706,18 €
Namur/Namen	11.412,36 €
Oostende/Ostende	17.118,54 €

Roeselare/ Roulers	11.412,36 €
Sambreville	5.706,18 €
Schaarbeek/ Schaerbeek	11.412,36 €
Seraing	5.706,18 €
Sint-Niklaas/Saint-Nicolas	5.706,18 €
Tournai/ Doornik	5.706,18 €
Total/Totaal	513.556,08 €

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 juillet 2019.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Ministre de la sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 3 juli 2019.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2019/41374]

**4 JUILLET 2019. — Arrêté ministériel déterminant les modèles de formulaires destinés à la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur et l'établissement des statistiques concernant les prix du gaz et de l'électricité**

La Ministre de l'Energie,

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 29octies, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 16 juillet 2001 et modifié par les lois des 27 juillet 2005 et 8 janvier 2012;

Vu l'arrêté royal du 6 janvier 2019 organisant la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur et l'établissement des statistiques concernant les prix du gaz et de l'électricité, l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 8 avril 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article unique.** Les données visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 6 janvier 2019 organisant la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur et l'établissement des statistiques concernant les prix du gaz et de l'électricité sont transmises à l'aide des formulaires dont les modèles sont définis dans les annexes au présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2019.

M. C. MARGHEM

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2019/41374]

**4 JULI 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van de model-formulieren voor de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans en de opstelling van statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit**

De Minister van Energie,

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 29octies, § 1, ingevoegd bij de wet van 16 juli 2001 en gewijzigd bij de wetten van 27 juli 2005 en 8 januari 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 januari 2019 houdende de organisatie van de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans en de opstelling van statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit, artikel 12, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 8 april 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Enig artikel.** De gegevens bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 januari 2019 houdende de organisatie van de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans en de opstelling van statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit worden bezorgd met behulp van de formulieren waarvan de modellen in de bijlagen bij dit besluit worden bepaald.

Brussel, 4 juli 2019.

M. C. MARGHEM